POI
PARTI OUVRIER INDÉPENDANT
Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

COMITÉ D'AULNAY-sous-BOIS

poi.aulnay@laposte.net

Élections cantonales des 20 et 27 mars 2011
Canton AULNAY-NORD

Le comité d'Aulnay du POI présente

Jacques LEBLOND,

guichetier, Poste du Vieux Pays

« La Poste a été privatisée, par des gouvernements dits de « gauche » (Paul Quilés) comme de droite, tous les gouvernements successifs appliquant les directives européennes d'ouverture à la concurrence. C'est une des raisons pour lesquelles j'estime qu'il faut rompre avec l'Union européenne et sortir de l'euro si l'on désire sincèrement reconquérir les services publics et renationaliser les entreprises privatisées. Et construire une Europe des peuples, fraternelle et démocratique. J'ai participé aux mouvements de grève contre la réforme Sarkozy des retraites comme plus de 3 millions de salariés. J'estime qu'on aurait pu vaincre si les dirigeants avaient appelé à bloquer le pays jusqu'au retrait. Ils ne l'ont pas voulu. »

Sylvie GUY, directrice d'école maternelle, suppléante.

« Le gouvernement du Ministre Chatel supprime 14 375 postes pour 70 000 élèves supplémentaires ! Cela se traduit en Seine-Saint Denis par la suppression de 20 enseignants dans les écoles (pour 2 160 élèves en plus), de 40 professeurs dans les collèges (pour 1 131 élèves en plus) et 250 professeurs dans les lycées de l'académie.
Face à ce désastre pour la jeunesse, y-a-t-il une autre voie possible que la mobilisation immédiate pour exiger : « Aucune suppression de postes ? »

« Pour nous, un conseiller général au service de la population doit refuser de se faire le relais de « la nécessaire réduction des déficits » exigée par le gouvernement Sarkozy et l'Union européenne! Pas de consensus ! »

Que penser d'un conseil Général qui se dit de « gauche » et qui supprime 36 millions d'Euros de subventions sociales aux plus démunis ?

Au nom de la réduction des déficits, le gouvernement Sarkozy baisse considérablement les subventions aux départements. L'État doit 640 millions d'euros au conseil général du 93 depuis 2004. Le Président du Conseil général C. Bartolone, après avoir fait semblant de s'y opposer par une campagne publicitaire tonitruante (« un budget de révolte » présenté en 2010), a fait voter par la majorité du Conseil général PS et PCF (1 seul vote contre !) la suppression de 36 millions d'euros entraînant la fin de la subvention à la carte Imagine R aux lycéens et à la carte Amethyst pour les personnes âgées et pour les handicapés

Et la part départementale des impôts a augmenté de 13 % en deux ans ! On ne peut avoir une posture de gauche à la télévision comme M. Bartolone, invité permanent des médias, et appliquer la politique de réduction des déficits de Sarkozy dans le département !

A l'initiative de la Fédération 93 du POI, une pétition exigeant la restitution des 36 millions de subventions supprimées a été signée par plus de 2 267 travailleurs, jeunes, retraités ou handicapés. Une délégation, soutenue par des élus et militants de différents courants du mouvement ouvrier, POI et PCF a été reçue mercredi 12 janvier par le Directeur de cabinet de Bartolone. Le rassemblement de 50 participants a adopté un nouvel appel que nous vous appelons à signer. Nous ne céderons pas ! Nous retournerons en manifestation début mars exiger :

RÉTABLISSEMENT DES 36 MILLIONS D'EUROS DE SUBVENTIONS PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL POUR FINANCER LA CARTE IMAGINE R ET LA CARTE AMETHYST !

Que penser d'un conseil Général qui se dit de *« gauche »* et qui privatise les collèges ?

Depuis la loi de décentralisation de 1982 votée par « la gauche » PS-PCF, l'Etat s'est déchargé des collèges sur les départements. L'Etat refusant de financer, le Conseil général a fait adopter un plan de construction-rénovation des collèges ; six nouveaux collèges seront construits, dont le 7e collège tant attendu sur Aulnay Sud… Mais avec un montage financier, les P.P.P. (partenariat public-privé) défendu par l'Union européenne. Les grosses entreprises vont construire les collèges et se faire rembourser par des loyers juteux et réaliser ainsi des profits substantiels en devenant les vrais propriétaires des collèges (entretien, restauration)!

NON A LA PRIVATISATION DES BATIMENTS PUBLICS DES COLLEGES !

DÉFENSE DU SERVICE PUBLIC !

C'EST A L'ÉTAT DE FINANCER !

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES N'ONT PAS A S'ADAPTER À LA RÉDUCTION DES DÉFICITS PUBLICS !

Et le Conseil général gère les personnels d'entretien et de restauration depuis 2008. Depuis cette date, comme n'importe quel employeur privé, il ne remplace pas ou mal les personnels absents faute de créations de postes. Conséquences : classes mal entretenues, restauration de mauvaise qualité.

CRÉATION IMMÉDIATE DES POSTES D'AGENTS TITULAIRES NÉCESSAIRES !

Pour mieux pouvoir privatiser, Sarkozy et l'union Européenne veulent nous imposer l'intercommunalité et supprimer les cantons et les départements !

Non à la réforme territoriale !

Le chef de l'Etat, en présentant sa réforme territoriale, ne s'en est pas caché : il s'agit de récupérer 100 milliards sur les dépenses publiques, à commencer par celles des départements et des communes, pour honorer les engagements qu'il a pris envers l'Union européenne pour résorber le déficit du pays.

Cette réforme prévoit la fusion des départements et cantons, conquêtes de la Révolution française, par l'élection de conseillers territoriaux (dont les élections auraient lieu en 2014). Nous vivons donc sans doute les dernières élections cantonales.

Avec cette réforme territoriale, et l'offensive menée pour obliger les communes à rejoindre les intercommunalités, il s'agit de briser le maillage du territoire issu de 1789, afin de permettre aux spéculateurs de mettre la main sur ce qui leur échappait avec les services publics.

RETRAIT DE LA RÉFORME TERRITORIALE !

Défense des transports publics, Non à la privatisation et à la spéculation !

Tous les utilisateurs quotidiens du RER B aspirent à une rénovation lourde permettant d'en finir avec les rames bondées, les retards et les pannes…Le projet du Grand Paris et son métro automatique est prévu au plus tôt…en 2018 !

Et l'Etat ne finançant que 2 milliards d'euros sur les 30 milliards du coût estimé, la Société du Grand Paris confie au privé la construction. Donc menaces de privatisations des nouvelles gares, comme celle du carrefour de l'Europe….Et spéculation immobilière dans un rayon de 400 m autour de chaque gare.

Et le S.T.I.F. (Syndicat des transports d'Ile de France) qui recevra les infrastructures de transport sera obligé de faire appel à la concurrence libre et non faussée imposée par l'Union européenne. Après avoir mis la main sur les transports par bus, Veolia – et leurs comparses- remplaceront la RATP. Et les franciliens paieront par les hausses de tarif et les impôts pour des transports dégradés !

Maintien des prérogatives des communes et départements, de tous les services publics.

Oui, il faut une amélioration des transports urbains !

Mais avec le financement par l'État des services publics SNCF et RATP maintenus !

Défense de l'École publique !

Le collège Neruda, comme 154 autres collèges, est depuis la rentrée 2010 collège CLAIR **(**collège ambition, innovation, réussite**)** c'est-à-dire soumis à une expérimentation, appelée à s'étendre dès 2011 : pouvoir des Principaux de recruter directement les personnels, mise en place d'un programme local qui peut déroger aux horaires et programmes nationaux. La majorité des enseignants s'y oppose à juste titre au nom de l'égalité républicaine. Nous avons interpellé le Maire et conseiller général pour lui demander : « prononcez – vous pour le retrait de cette expérimentation ! Nos enfants ne sont pas des cobayes ! » …Toujours pas de réponse à ce jour !

Et à la rentrée prochaine, ce dispositif sera étendu à 1735 écoles et 249 collèges des quartiers populaires, ce dispositif étant rebaptisé « ECLAIR » ! Il s'agit d'une véritable dénationalisation de l'enseignement ! Maintien de l'Education nationale avec ses programmes et horaires nationaux !

UNITÉ POUR LE RETRAIT DE L'ÉTIQUETTE CLAIR AU COLLEGE NERUDA !

Défense des emplois …

PSA Aulnay a supprimé l'équipe de nuit, remercié 500 intérimaires début octobre et annoncé que 280 postes seront supprimés progressivement dans les ateliers. Et les salariés ont été au chômage technique une journée tous les 15 jours.

Avec ces charrettes de licenciements successives se pose la question de la pérennité du site PSA d'Aulnay. Le Maire interpellé à plusieurs reprises a répondu :le Directeur de PSA assure que le site ne fermera pas. Les garanties sont-elles suffisantes ? Ne faut-il pas organiser un « cordon de protection » autour de PSA ?

MAINTIEN DU SITE PSA À AULNAY, AVEC TOUS SES SALARIÉS !
AUCUN LICENCIEMENT !

Défense de la santé ...

Le Directeur de l'Hôpital a alerté la population, notamment dans le journal municipal. L'Agence Régionale de Santé (*ARS*) d'Ile de France dirigée par le « socialiste » Claude Evin applique la réduction des déficits commandée par Sarkozy : menace de fermeture de la cardiologie interventionnelle à Ballanger, et peut-être aussi à Gonesse ! Il s'agit de la mise en danger d'autrui ! Notre santé n'a pas de prix ! Le POI a pris l'initiative de lancer une pétition unitaire pour exiger le maintien de la cardio. à l'Hôpital Robert Ballanger.

NON A LA FERMETURE DU SERVICE DE CARDIOLOGIE INTERVENTIONNELLE A L'HÔPITAL BALLANGER !

Soutenez la candidature de Jacques LEBLOND, guichetier à La Poste du Vieux Pays, présentée par le Parti Ouvrier Indépendant !

NOM / PRENOM : _____

Adresse/ Tel./ Email : _____

Nous ne pouvons compter que sur le soutien financier des travailleur (e) s et jeunes pour cette campagne.

Je verse : _____euros (chèques à l'ordre de : Ginette NEPVEU, mandataire financier de Jacques Leblond)